

*Les subsides*

**M. Wise:** Pas du tout.

**M. Foster:** Les droits de douane de 12,5 p. 100 sur la viande de volaille et les aliments préparés, comme les repas préparés et les pâtés de poulet, seront supprimés. Tout cela pourra donc entrer au pays à bien meilleur compte.

**M. Wise:** Faux.

**M. Foster:** Lisez l'accord.

**M. Mayer:** C'est faux.

**M. Nelson:** Nous n'avons toujours pas vu d'accord.

**M. Foster:** Le ministre parlait de pourcentages. Les contingents de volailles vont passer de 31 à 37 millions de kilos par an. Je disais que la quantité de viande de volaille qui allait entrer au pays serait 20 p. 100 plus élevée. Les contingents pour les oeufs vont augmenter de quatre millions de douzaines. Le ministre peut jouer avec les chiffres, ce sont des faits. Nous le savons.

Le ministre a beaucoup parlé de gestion de l'offre. S'il veut être parfaitement franc avec la Chambre, avec les députés et avec les Canadiens visés par la gestion de l'offre ou qui en profitent, il devrait déposer les documents présentés au GATT pour montrer ce que sera la position du Canada à la fin de la journée en ce qui concerne la gestion de l'offre et l'article 11 du GATT. C'est extrêmement important pour les Canadiens.

Nous savons où est le leader et qui il est d'après cet accord. On y dit que le gouvernement du Canada et les États-Unis collaboreront aux négociations du GATT pour faire supprimer toutes les subventions aux denrées agricoles. Nous voulons savoir à quoi s'engage le Canada. Dit-il oui ou non aux Américains, à Washington, qui veulent se débarrasser de la gestion de l'offre et de tous les contrôles à la frontière? C'est ce que nous voulons savoir.

• (1220)

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir la possibilité de me prononcer sur la question très importante qui nous est soumise aujourd'hui. Ce débat nous donne l'occasion idéale d'envoyer un message clair et réaliste au secteur agro-alimentaire.

J'ai la ferme conviction que le gouvernement a conclu un accord très avantageux pour l'agriculture canadienne. Les États-Unis représentent notre premier marché d'exportation. L'accès assuré à ce marché est un gage de prospérité pour l'agriculture au Canada. Peu important les détails, les faits sont là et on ne peut les nier. En négociant un accès amélioré à notre plus grand marché, le gouvernement a démontré qu'il comprenait toute l'importance de l'agriculture pour notre économie.

L'an dernier au Canada, ce domaine a généré des recettes de plus de 20 milliards de dollars. Directement ou indirectement, l'agriculture fournit du travail à 1,6 million de Canadiens. Si seulement 4 p. 100 des Canadiens travaillent à la production d'aliments, un sur quatre, soit en gros 25 p. 100, travaille directement ou indirectement dans le domaine agro-alimentaire. En outre, ce secteur compte pour 10 p. 100 de toute l'activité économique au Canada.

Je rappelle à la Chambre que la plupart des secteurs de notre économie agricole ne pourraient pas survivre sans les échanges commerciaux. Près de la moitié des recettes générées

par l'agriculture proviennent des exportations. Encore là, notre plus gros client, et de loin, ce sont les États-Unis. Les ventes aux États-Unis représentent environ un tiers de toutes nos exportations dans le domaine agro-alimentaire.

Les députés se souviendront que ces deux dernières années, les agriculteurs canadiens ont exprimé des craintes de plus en plus vives face à la poussée protectionniste aux États-Unis. Beaucoup semblent l'oublier. Si on s'illusionne au point de croire que nous allons bénéficier au cours de la prochaine décennie du même climat et de la même attitude que les Américains nous ont réservés au cours des deux dernières décennies, c'est qu'on ne tient tout simplement pas compte des faits.

Les Américains ont pris une série de mesures à l'encontre de nos exportations. Ils ont notamment restreint l'importation chez eux de porcs et de viande de porc. Lorsque le gouvernement canadien s'est engagé dans ces négociations, il y a deux ans, il était clair pour lui que nous ne pouvions plus nous payer le luxe de maintenir le statu quo dans nos relations commerciales avec les États-Unis, dans le secteur agricole comme dans tout autre secteur. Sans cet accord de libre-échange, les perspectives étaient sombres pour le Canada, qui risquait de voir se détériorer ses possibilités d'échanges avec son plus grand partenaire commercial. Nous avons maintenant un projet d'accord qui constitue un bon marché pour le secteur agricole canadien.

Le Canada a obtenu un accès franc de port et plus sûr au marché américain pour toutes les exportations agricoles, y compris la viande et le bétail, les grains et les oléagineux, et les pommes de terre. Notre gouvernement a respecté l'engagement qu'il avait pris dès le premier jour à l'égard de la collectivité agricole. Nous avons dit que nos systèmes de commercialisation des produits agricoles seraient maintenus et que les appuis de la gestion de l'offre demeureraient sûrs. On m'a demandé jour après jour si nous allions tenir notre promesse. Nous l'avons fait.

Qu'est-ce que j'entendais par appuis? C'est très simple. Ces appuis sont doubles. D'une part, bien sûr, il y a la liste de contrôle des importations et des exportations. D'autre part, il y a la liste des tarifs. Toutefois, les systèmes de gestion de l'offre ont été maintenus et les appuis nécessaires chaque jour au bon fonctionnement des offices de gestion de l'offre ont été maintenus. Les systèmes de gestion de l'offre ont été maintenus aussi pour la volaille et pour les oeufs. On a convenu de hausses minimales des contingentements globaux des importations de ces produits. Et encore, celles-ci ne tiennent compte que du niveau moyen des importations au cours des cinq dernières années. Nous nous sommes réservé le droit d'ajouter au besoin de nouveaux sous-produits de la volaille à la liste des importations et des exportations.

Certains à la Chambre nous ont critiqués, d'autres ont joué les prophètes de malheur, et il y en a toujours quelques-uns dans le pays, bien sûr. J'espère qu'ils prendront le temps et qu'ils se donneront la peine d'examiner ce qui a été accepté et de voir quelles seront les avantages pour le secteur agro-alimentaire. C'est la position de l'Office canadien de commercialisation des oeufs d'incubation de poulet à chair. Voici ce que son président a déclaré: